



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

49 | 2014

1814-1815. Expériences de la discontinuité

Laurent BRASSART, Jean-Pierre JESSENNE et Nadine VIVIER [dir.], *Clochermerle ou république villageoise ? La conduite municipale des affaires villageoises en Europe du XVIII^e au XX^e siècle*

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012, 356 p.
ISBN : 978-2-7574-0346-4. 27 euros.

Laurent Le Gall



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4792>

DOI : 10.4000/rh19.4792

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2014

Pagination : 231-234

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Laurent Le Gall, « Laurent BRASSART, Jean-Pierre JESSENNE et Nadine VIVIER [dir.], *Clochermerle ou république villageoise ? La conduite municipale des affaires villageoises en Europe du XVIII^e au XX^e siècle* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 49 | 2014, mis en ligne le 01 décembre 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4792> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.4792>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Laurent BRASSART, Jean-Pierre
JESSENNE et Nadine VIVIER [dir.],
*Clochermerle ou république villageoise ?
La conduite municipale des affaires
villageoises en Europe du XVIII^e au XX^e
siècle*

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012, 356 p.
ISBN : 978-2-7574-0346-4. 27 euros.

Laurent Le Gall

RÉFÉRENCE

Laurent BRASSART, Jean-Pierre JESSENNE et Nadine VIVIER [dir.], *Clochermerle ou république villageoise ? La conduite municipale des affaires villageoises en Europe du XVIII^e au XX^e siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012, 356 p. ISBN : 978-2-7574-0346-4. 27 euros.

- 1 Né d'une rencontre universitaire qui s'est tenue à Lille en 2010, cet ouvrage collectif ne déroge pas aux règles implicites du genre. Juxtaposant dix-neuf contributions qui entrent en résonance, au risque toutefois de certaines redites, organisé autour de trois grandes parties dont la deuxième (« Des pratiques sociales, économiques et financières des communes rurales en Europe ») constitue le cœur d'un projet éditorial résolument comparatiste, l'ensemble entend explorer les dynamiques villageoises dans l'Europe des XVIII^e-XX^e siècles. Avec un prisme : le collectif entendu dans sa double acception, relationnelle (la communauté) et organisationnelle (la collectivité). Objet largement visité et revisité, le village – dans sa définition holistique – atteste, à la lecture de

nombre d'études richement documentées, qu'il demeure une *terra* suffisamment *incognita* pour être investi à nouveaux frais.

- 2 Ces analyses, adossées le plus souvent à des monographies, rendent en effet compte du gain d'intelligibilité qu'il est possible d'escompter dès lors que l'on s'attache aux pratiques comptables, gestionnaires, entrepreneuriales de ces communautés qui, de registres de délibérations en comptes visés par les autorités supérieures, ont inscrit leur développement et leur devenir dans un face-à-face pluripartite (l'État, les particuliers, certaines « institutions » locales, etc.). L'ordinaire de la collectivité villageoise, dans l'observation approfondie de ses compétences et de ses mécanismes décisionnels, interroge dès lors sur les relations ambiguës reliant les strates du pouvoir, entre, pour ce qui concerne la France, pari de l'autonomie communautaire (les années 1790) et verrouillage étatique (de la Constitution de l'an III au début de la monarchie de Juillet), division du travail administratif (que sanctionnent *in fine* les lois municipales de 1882 et 1884) et coproduction de l'encadrement ou de certaines formes de régulation sociale (que l'on songe à l'organisation de l'« ordre aux champs » ou au traitement de la « bienfaisance »). Au centre de la plupart des contributions, ces thèmes transversaux, traités quelquefois à partir de ce que d'aucuns considéreraient comme le bout de la lorgnette (la gouvernance de l'eau par les communautés rurales du Nord sous la plume de Jean-Michel Derex, la modernisation d'Echourgnac des années 1830 aux années 1930 sous celle de Corinne Marache), composent la trame la plus stimulante d'un ouvrage dont la troisième partie, à portée méthodologique, n'est guère, hélas, à la hauteur des ambitions.
- 3 L'on ne saurait toutefois résumer toutes les pistes que charrie ce livre dimensionné aux contours de l'espace européen. Quoi de commun, *a priori*, entre la paroisse anglaise de John Broad en proie à la dilution de ses compétences tout au long du XIX^e siècle, l'économie des communautés alpines vénitiennes qu'étudie Andrea Zannini et la gestion des municipalités briardes de la fin de l'Ancien Régime à la Troisième République (Serge Bianchi) ? Par-delà certains paragraphes très descriptifs qui offrent au profane de se familiariser avec la diversité des configurations, c'est bel et bien de l'intégration des ruraux dans le giron stato-national qu'il ne cesse pourtant d'être question. Opérateur social dans le cadre d'une « politique » du logement destinée aux plus démunis de ses habitants, la paroisse anglaise, fondement du gouvernement local, qui changea de statut après 1819 et se délita encore davantage après 1834, ne fut guère plus ce prestataire de services qui incombèrent de plus en plus à l'État. Micro-sociétés inégalitaires et fortement stratifiées, les communautés alpines de la République de Venise, qui s'effondra en 1796, furent à la fois soumises aux désastres de la guerre (six campagnes militaires ravagèrent la Vénétie jusqu'en 1814) et à la pression d'une bourgeoisie rurale soucieuse de privatiser les communaux. Leur intégration au sein de l'empire austro-hongrois supposa dès lors une adaptation à un nouveau cadre normatif qui s'élabora, dans les premières décennies du XIX^e siècle, à la croisée des obligations générées par les nouvelles institutions communales et du respect de la gestion coutumière de certaines propriétés collectives. Mal représentées sous Louis XVI faute d'un pouvoir local dûment reconnu en tant que tel, les communautés briardes furent, des réformes de Brienne (1787) à « l'apogée municipal consécutif à la loi de 1882 » (p. 256), en proie à des mouvements contradictoires (entre options centrifuges et pressions centripètes) dont les notables, intermédiaires de l'administration et défenseurs du pré carré identitaire, se firent les acteurs dans le cadre d'un double jeu

d'autant plus constant qu'il facilita, en définitive, l'insertion des villages au sein d'un État de plus en plus concrètement préhensible sur le terrain (la mairie, la gendarmerie). L'on pourrait, au fil des pages, multiplier les exemples à l'envi. Évoquer, par exemple, les résistances édilitaires devant les demandes de statistiques qui, après 1808 dans le Pas-de-Calais (Vincent Cuvilliers et Matthieu Fontaine), ne cessèrent de croître au nom d'une raison mathématique de l'État. Souligner, avec Jean-Paul Rothiot, que la communalisation du pouvoir local passa aussi, dans la Lorraine du premier XIX^e siècle, par une amélioration de l'apprentissage de règles comptables et une complexification des budgets. Rendre compte, comme le fait Maria Teresa Perez Pizaco dans son étude du municipe de Murcie, des conséquences de la dépossession des fonctions politiques des municipalités (suite à la réforme de 1845) en termes de modification des relais locaux appelés à devenir les courroies de transmission du gouvernement central et de bureaucratisation de ces dernières sous l'effet des charges nouvelles (enseignement, santé, ordre public) qui leur étaient dorénavant dévolues.

- 4 On l'aura compris. À l'instar de la belle synthèse qu'avaient naguère offerte Louis Fougère, Jean-Pierre Machelon et François Monnier¹, l'interrogation principale porte sur les relations entre les communautés et le pouvoir. En ce sens, la longue contribution quasi inaugurale de Jean-Pierre Jessenne et Nadine Vivier, pour « une histoire européenne de la commune rurale », dresse un état des lieux suggestif et propose des pistes. Parmi les perspectives tracées, l'on retiendra tout particulièrement le plaidoyer en faveur d'une compréhension du pouvoir au village sous l'angle d'« un jeu de relations toujours mouvantes » (p. 36) et la nécessité de « conjuguer l'examen des processus d'intégration à l'État-nation et la prise en compte de la singularité du vivre au village » (p. 36). L'on regrettera toutefois un certain conformisme disciplinaire qui, sur une question aussi travaillée et renouvelée par les politistes que celle de la politisation par exemple, omet nombre de leurs travaux. Comme l'on pourra s'interroger sur le traitement que réserve Nadine Vivier à l'autonomie municipale dans la France du XIX^e siècle : minorer les effets d'un processus démocratique qui ne cessa de conforter politiquement les ploutocraties municipales dans leur rôle de partenaires à part entière d'un personnel préfectoral (entraîné dans une économie de la transaction facilitant la mise en pratique de la décision étatique), n'amoindrit-il pas, en définitive, la compréhension des logiques d'emboîtement, pourvoyeuses d'un encadrement des administrés d'autant plus accepté localement qu'il était l'objet d'enjeux liés au quotidien ? Menée à partir d'une approche localisée de la conduite des affaires villageoises, la contribution de Laurent Brassart et Jean-Pierre Jessenne (« Les préoccupations et les actions ordinaires des municipalités rurales au temps des révolutions, 1789-1830 »), dont la lecture invite à des extrapolations, souligne combien la pluralité des politiques municipales sous la Révolution répondit à une adaptation des communautés prises dans l'étau de plus en plus centralisateur d'un État « prédateur » auquel le consentement fourni était supposé garantir des rétributions en retour – soit l'affermissement du pouvoir communal et de ceux qui y avaient un intérêt. Aussi, l'idée d'une asthénie municipale dans le premier tiers du XIX^e siècle, que nombre d'historiens ont fréquemment indexée sur l'évidence de la reprise en main consulaire après les effervescences révolutionnaires, ne résiste-t-elle plus guère. C'est parce que des collectivités avaient pu se définir comme des relais du pouvoir et comme des lieux d'incubation de certaines libertés villageoises que la neutralisation des maillons locaux jusqu'au desserrement de la monarchie de Juillet s'apparenta surtout à un trompe-l'œil. Rognées, les compétences des municipalités le furent sans conteste. Pour autant,

prolongements d'un État dont les gouvernements s'intéressèrent à elles à travers la nomination des maires et des adjoints ou en impulsant des tentatives d'« intercommunalité », elles s'affirmèrent comme ces composantes d'un « pouvoir périphérique » – pour reprendre le titre du livre classique de Pierre Grémion – dont l'existence participa à la cohésion du territoire national par-delà les ancrages spécifiques des sociétés locales. Tout aussi stimulante, la contribution de Clemens Zimmerman (« Commune villageoise et État dans le contexte allemand »), enfonce un peu plus le clou. Reprenant les trois paradigmes à partir desquels ont été analysées les collectivités rurales dans l'Allemagne pré-quarante-huitarde (thèses de l'absolutisme, de l'autonomie et de l'interaction), elle rappelle combien une compréhension « au ras du sol » des dynamiques du pouvoir suppose une attention particulière à ses dimensions les plus prosaïques. Tout autant que les réformes prussiennes ou napoléoniennes qui accentuèrent le contrôle de l'État sur les villages, la compétence scripturaire qui se démocratisa tout au long du XVIII^e siècle et offrit aux édiles d'être moins subordonnés aux puissants et aux seules transactions orales sujettes à caution, et la progressive professionnalisation des maires, ou encore les accointances, dans le pays de Bade des années 1830, des bourgeois urbains libéraux avec des élites rurales ralliées à un libéralisme dont elles espéraient qu'il faciliterait l'autonomie communale, furent autant de jalons dans la co-construction d'un ordre étatique justifiant de son existence à travers la monopolisation de certaines fonctions et l'octroi de contreparties. Cette contribution invite donc bien à prendre la mesure de ce qui traverse peu ou prou cet ouvrage : une lecture de l'État en creux, qui est aussi une lecture du passage d'un État modeste à un État moderne.

NOTES

1. Louis Fougère, Jean-Pierre Machelon et François Monnier [dir.], *Les communes et le pouvoir. Histoire politique des communes françaises de 1789 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.